


Finistère

Penn Ar Bed



Bulletin trimestriel de la FSU du Finistère

	Directeur.rice de publication : Florent Martinie et Sabrina Manuel	Prix : 0,4 €	N° 3
SOMMAIRE Bulletin d'avril 2026 Page 1: Édito Page 2: SNES ; exigeons un changement de cap Page 3: SNUipp : Investir dans l'Ecole : une responsabilité ; Stage langues régionales 19 et 20 mai 2026 Page 4: Triste nouvelle	Maison du Peuple 2 Place É.Mazé 29200 BREST 71 rue Jacques Le Viol 29000 QUIMPER Email : fsu29@fsu.fr Site : http://fsu29.fsu.fr Facebook : https://www.facebook.com/fsu29/		

Contre le racisme et la xénophobie

Le constat dressé par les dernières enquêtes sociales est paradoxal : alors que les préjugés reculent dans l'esprit des Français sur le temps long, notre quotidien est désormais saturé par un afflux de discours de haine. Ce n'est pas un accident de l'histoire, mais le résultat d'une construction méthodique. Le racisme, la xénophobie sont aujourd'hui ouvertement légitimés par des prises de position médiatiques et politiques récurrentes, rompant de manière décomplexée avec le principe fondamental d'égalité des droits.

L'élection de Bally Bagayoko à la mairie de Saint-Denis, dès le premier tour, est l'illustration de cette violence débridée. Alors que ce résultat traduit une adhésion démocratique claire de la population, il a déclenché une offensive médiatique d'une rare abjection, où les origines africaines de l'élu ont servi de prétexte à des injures racistes et des remises en cause de sa légitimité républicaine.

Le matraquage raciste et xénophobe de certains médias allié à l'affaiblissement systématique de nos services publics sont le terreau des votes d'extrême droite. Sous les coups de boutoir des politiques d'austérité menées depuis des années, l'accès aux droits fondamentaux s'érode, alimentant une idée de

mise en concurrence entre les classes sociales défavorisées.

Le Finistère ne fait pas exception. Le RN a fait ses plus forts scores au premier tour (20%) dans les territoires les plus paupérisés de notre département.

Là où l'État recule, l'interprétation raciste des problèmes sociaux progresse. C'est pourquoi il est impératif de redonner aux services publics les moyens de remplir leurs missions au bénéfice de tou.te.s.

Le combat contre les stéréotypes commence dès l'école par l'apprentissage du vivre-ensemble, mais il doit se prolonger sur chaque lieu de travail. Il est de la responsabilité des employeurs publics de garantir un environnement protégé contre les discriminations.

La FSU 29, avec son implication dans VISA 29, reste déterminée à débusquer les impensés racistes qui minent les rapports sociaux et à porter, avec force, son combat anti-fasciste.

La FSU 29 appelle à faire du 1^{er} mai une grande journée de mobilisation pour les droits des travailleuses et des travailleurs et leurs salaires, pour la paix, la justice sociale, contre le racisme et la xénophobie.

Florent Martinie, co-secrétaire départemental

Exigeons un changement de cap!

Dans ce contexte morose d'une préparation de rentrée placée une fois de plus sous le signe de l'austérité, comme un mauvais film que l'on ne voudrait plus voir, nous devons à nouveau nous mobiliser pour défendre nos conditions salariales et d'exercice face à une administration qui, avec les mêmes méthodes, n'a cessé de démolir l'école laïque tout comme elle casse les autres services publics.

Nous sommes face à un véritable plan social. Les dotations horaires pour septembre 2026 sont minimales, ce qui confirme que notre ministère, prenant le prétexte de la baisse démographique, refuse encore et toujours d'investir dans l'école et donc de nous donner les moyens de fonctionner. Nous en sommes à ce point ! Au niveau départemental, le solde de postes au collège est de -15 et en lycée général et technologique de -13. Ainsi, en suivant des principes de gestion purement comptables de réduction des coûts, notre travail est empêché, nos conditions de service continuent de se dégrader quand il reste encore possible de l'effectuer !

Pourtant, il apparaît très clairement que l'Etat dépensier, dont le budget n'a pas été voté, sait dégager d'énormes moyens financiers et parvenir aisément à fournir des conditions tout à fait avantageuses à certains secteurs privés en défiscalisant ou en octroyant de généreuses subventions sans contrepartie. Plutôt que l'école, la vraie priorité de ce gouvernement est de permettre aux grandes entreprises privées de s'enrichir toujours davantage. Le budget de la Défense n'est pas devenu le premier de l'Etat par hasard et les soi-disant fleurons français de l'armement s'en frottent les mains.

Pendant ce temps-là, sur le terrain, les équipes sont incomplètes voire dégarnies en raison du manque d'attractivité, du manque de postes en nombre suffisant ou du non-remplacement. Les Vies Scolaires craquent de leur sous-dotation chronique. Les accompagnant.es d'élèves en situation de handicap doivent subir le mépris de leur administration qui leur refuse un statut en plus des violences auxquelles elles et ils sont confrontés au quotidien.

A tous ces obstacles, s'ajoute l'impossible défi posé par les effectifs des classes que l'administration surcharge sans scrupule, et même cyniquement. Il est désormais officiellement possible de dépasser les 30 élèves au collège et 35 au lycée. Sauf que les élèves actuels sont toujours plus nombreux à se trouver en difficulté scolaire ou comportementale, ce qui justifierait au contraire d'abaisser leur nombre par divisions afin de mieux les suivre et de les accompagner. Accessoirement ou presque, nos locaux, souvent vétustes et mal entretenus, n'ont tout simplement jamais été conçus pour accueillir autant d'élèves sans même parler des places qui seraient dévolues aux AESH. On voit là toute l'inconscience d'un ministère qui sait inévitablement que ses choix ne sont pas tenables, mais qui les fait quand même.

Et dans le même temps, les établissements privés sous contrat, en dépit des scandales qui les élaboussent, n'ont pas à faire face aux mêmes problématiques, ne serait-ce que parce qu'ils bénéficient toujours de généreuses dotations publiques facultatives et d'une très large liberté d'action.

Face à ces conditions intolérables et déshumanisantes, face à la multiplication des missions qui ne peuvent être menées à bien et à la surcharge de travail, les collègues s'épuisent, leur santé mentale est altérée, elles et ils alertent sur leurs conditions d'exercice dans le registre Santé et Sécurité au Travail, se voient prescrire des arrêts, demandent des temps partiels quand elles et ils ne tombent pas malades, ne se trouvent pas dans l'incapacité d'exercer ou qu'elles et ils ne démissionnent pas.

Ainsi, toutes les limites de nos métiers qui se vident chaque jour un peu plus de leur sens sont indéniablement atteintes.

A cela s'ajoutent les projets gouvernementaux funestes de militarisation de l'école de la maternelle au lycée. Le ministère s'emploie en effet à éduquer les élèves à la défense, à capter l'intérêt de nos collégiennes et collégiens et tente d'embrigader nos lycéennes et lycéens.

Lors des municipales nous avons pu voir le vote d'extrême droite progresser, ce qui ne nous

laisse, là non plus augurer rien de bon pour la présidentielle. La Fsu, au sein de Visa (Vigilance Intersyndicale Antifasciste) devra tout faire pour constituer un rempart au fléau xénophobe.

Face à une telle adversité, nous ne pouvons nous résigner ! Il s'agit de dénoncer ce mépris du dialogue social, de s'indigner et de s'impliquer pleinement dans l'action pour revendiquer une école

dotée des moyens nécessaire pour émanciper chacune et chacun de ses enfants !

Organisons-nous pour résister collectivement et amplifions les mobilisations existantes !

**Mikaël ANSQUER, co-Secrétaire départemental
SNES-FSU 29**

Investir dans l'École : une responsabilité.

Dans notre département, la carte scolaire du 1er degré s'inscrit dans un cadre contraint, avec une dotation négative de 24 postes, à laquelle s'ajoute la mise en œuvre de dispositifs nouveaux sans moyens dédiés. Chacun.e mesure ici les difficultés que cela engendre.

Mais au-delà des équilibres administratifs, il est indispensable de regarder la réalité vécue dans les écoles.

Moins de postes, plus d'élèves : c'est une dégradation concrète du service rendu.

Les conditions d'enseignement se tendent, les effectifs augmentent, et les marges de manœuvre disparaissent. Et j'espère, M. Le Préfet, que vous ne prendrez pas à nouveau cette alerte à la légère. L'école inclusive, que nous soutenons pleinement dans son ambition, se déploie aujourd'hui dans des conditions qui ne sont pas à la hauteur des besoins.

Inclure sans moyens, ce n'est pas inclure : c'est mettre en difficulté tout le monde.

Les personnels sont en première ligne. Ils doivent faire face à des situations de plus en plus complexes, parfois lourdes, sans accompagnement suffisant. Cette réalité ne peut plus être ignorée.

L'augmentation des effectifs prévue ne pourra qu'accroître ces tensions.

On ne peut pas demander toujours plus à une école à qui l'on donne toujours moins.

Par ailleurs, la baisse démographique est aujourd'hui mobilisée pour justifier les suppressions de postes. Nous pensons qu'elle aurait dû être utilisée autrement.

Abaisser le nombre d'élèves par classe aurait pu permettre de mieux accompagner chacun.e. C'était une opportunité. Elle n'a pas été saisie.

Enfin, au-delà des constats locaux, c'est bien une orientation nationale que nous questionnons.

Une école qui manque de moyens ne peut pas garantir l'égalité. Une école fragilisée aujourd'hui, ce sont des inégalités renforcées demain.

Le budget 2026 confirme une trajectoire préoccupante pour le service public d'Éducation. Nous réaffirmons ici la nécessité de choix ambitieux, à la hauteur des enjeux éducatifs, sociaux et territoriaux.

Investir dans l'École n'est pas une dépense : c'est une responsabilité.

Le secrétariat de la FSU-SNUipp 29

Stage langues régionales : 19 et 20 mai à Pontivy

La FSU Bretagne et ses syndicats SNUipp et SNES organisent le mardi 19 mai et mercredi 20 mai 2026 à Pontivy un stage autour des langues régionales de Bretagne : **agir pour le service public d'éducation c'est aussi garantir l'avenir des langues régionales**

Pensez à vous inscrire **avant le 19 AVRIL !**
(demande d'autorisation d'absence à faire un mois avant)

Ce stage s'inscrit dans la lignée des éditions précédentes organisées, entre autres, à Brasparts en 2011, 2016 et 2018 et à Ploemeur en 2024.

C'est un temps fort de réflexion collective, d'échange de pratiques professionnelles, de rencontres entre chercheur.e.s et enseignant.es du premier et du second degré autour des langues régionales de Bretagne, à savoir le breton et le gallo.

Ce stage est ouvert à toutes et tous, syndiqué·es ou pas, étudiant·es, stagiaires, enseignant·es, titulaires ou contractuel·es.

Il sera possible de participer au stage les deux jours, sur une journée seulement ou encore dès le mardi soir après les cours.

Chaque agent·e a droit à 12 journées de formation syndicale par an, il est important de faire valoir ce droit afin de le rendre durable.

Vous devez envoyer votre demande d'autorisation d'absence au plus tard un mois avant le stage, soit avant le 19 avril à votre IEN ou chef·e d'établissement via votre boîte académique. Une attestation de présence vous sera remise le jour du stage. Sans réponse de l'administration, cela vaut pour accord.

Les thèmes et intervenant·es :

État des lieux de la transmission des langues régionales / rapport du Sénat / enquête sociolinguistique 2025

- La tentation de la régionalisation : quels pièges ? Par Fabien Mineo, secrétaire départemental FSU-SNUipp de Haute-Corse

- Comment l'État a bloqué l'intégration de Diwan dans le service public ? Par Michelle Carmes, ancienne secrétaire académique du SNES-FSU Bretagne

- Le statut de fonctionnaire : pourquoi et comment a-t-il été créé ? À quoi ça sert ? Pourquoi faut-il le défendre ? Par Gérard Aschieri, ancien secrétaire national du SNES, ancien secrétaire national de la FSU et Paul Devin, président de l'Institut de Recherches de la FSU et ancien secrétaire national du SNPI-FSU

- L'enseignement immersif existe déjà sur le territoire français, l'exemple du catalan par Frédéric Traby, co-secrétaire de la FSU-SNUipp 66

- Et quand le français est la langue minoritaire ? (l'exemple du Québec et des Iles anglo-normandes) par Eva Guillourel, maîtresse de conférences HDR en histoire moderne à l'université de Rennes 2, Chercheuse associée au Centre de recherche bretonne et celtique

- Présentations des outils langues régionales de Bretagne, créés en lien avec les paliers du CECRL par Laurence Lejeune, conseillère pédagogique langues régionales gallo d'Île-et-Vilaine

- Les jeunes c'est l'avenir par le conseil des jeunes de Div Yezh Breizh

Formulaire d'inscription :

<https://framaforms.org/inscription-stage-fsu-langues-regionales-19-et-20-mai-2026-a-pontivy-1769775660>

NB : malgré les péripéties de la FUAJ, l'auberge de Pontivy assurera l'hébergement comme prévu

Sklaerenn Noisel pour la FSU Bretagne

Triste nouvelle

Le Snuipp/FSU 29 et la FSU 29 ont la tristesse de vous annoncer le décès de Pierre Le Calvez, ancien

secrétaire départemental de la FSU 29, ardent défenseur de l'Enseignement Public.

Sabrina Manuel, co-secrétaire de la FSU 29